



APPEL AU DIALOGUE

4000 MANIFESTANTS
ASSIÈGENT PACIFIQUEMENT
JEAN CHAREST PAGES 3 À 8



« COMPRESSIONS SANS FIN À RADIO-CANADA »
650 postes disparaîtront
PAGE 15

LA PRESSE CANADIENNE

THETFORD MINES envisage la vie après l'amiante
PAGES 10 ET 11

GNR CORBUS
Confortablement installé
CLIMATISEUR MURAL
300\$ DE RABAIS les experts à votre service
GNRCORBUS.COM
819 564-2300
* Valable jusqu'au 30 juin 2012

« Nous sommes prêts à discuter »

Les leaders étudiants lancent un message clair dans le fief de Jean Charest



ISABELLE
PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Environ 4000 manifestants ont assiégé pacifiquement la circonscription du premier ministre Jean Charest, hier, lui promettant de le suivre tant qu'il refusera de les entendre. Les fédérations étudiantes sont prêtes à discuter, ont-elles martelé.

Des gens des quatre coins de la province, tant des étudiants, des enseignants que des représentants syndicaux, s'étaient donné rendez-vous au campus de l'Université de Sherbrooke. Sur l'air de *Libérez-nous des libéraux*, le long cortège s'est ébranlé vers 13 h 45 pour emprunter le boulevard de l'Université, puis les rues Galt Ouest et King Ouest, sous le regard des résidents du secteur, des commerçants, mais aussi de bon nombre de gens venus les appuyer. La marche s'est terminée dans le stationnement de la Place des Congrès, à proximité du bureau de circonscription du député de Sherbrooke. L'événement, une fois de plus, s'est déroulé sans casse (voir autre texte en page 5).

« On vient manifester dans la circonscription de Jean Charest, c'est très symbolique et c'est pour lancer un message clair. Il est plus que temps que l'on s'assoie. Nous sommes prêts à discuter, a fait valoir la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. S'il y avait 200 000 travailleurs dans les rues, ça fait longtemps qu'il y aurait une table de discussion. »

La présidente de la Fédération



IMACOM, FÉDÉRIC CÔTÉ

Les porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin, ont martelé que les fédérations étudiantes sont prêtes à discuter avec le gouvernement. Les étudiants ont aussi promis de talonner le premier ministre Jean Charest tant qu'il refusera de les entendre.

étudiante de l'UdeS (FEUS), Jessica Gaouette, s'est réjouie de voir l'ampleur de la mobilisation. « C'est super. Ça fait deux fois que la circonscription de Jean Charest est monopolisée par les manifestants », fait-elle valoir.

Tous les moyens étaient bons pour se faire voir et entendre. Une mer de pancartes affichait des messages comme « Charest, j'ai pas de iPod, je la paie comment la hausse? » ou « La grève, la grève, ce n'est pas une raison pour ne pas se parler ».

Les étudiants n'ont pas d'autre choix que de continuer, sinon les journées de boycott

tenu jusqu'à maintenant n'auront rien donné, estime Jean-Michel Lacroix, étudiant en éducation physique à l'UdeS, en grève depuis deux semaines et du nombre des manifestants.

Venue de Laval avec les étudiants du Collège Montmorency, Normande Côté, employée de soutien, n'en revient pas de voir la mobilisation étudiante dans son collège. « Je n'ai jamais vu ça en 36 ans. »

Étudiant au Collège de l'Estrie, Julien Dubreuil Thérberge dit avoir appris dans ses cours que « l'éducation est un bien commun ». « Ce qu'on apprend à l'école, c'est le contraire de ce

que fait Jean Charest », plaide-t-il. La cause l'interpelle parce qu'il est l'une des victimes, selon lui, des prêts et bourses. Alors qu'il étudiait à l'extérieur, il a eu droit au minimum de prêts, et sa mère n'était pas en mesure de l'aider. « J'ai dû prendre une marge de crédit », raconte-t-il. À ses yeux, la juste part, les étudiants vont la payer toute leur vie, une fois leurs études terminées.

La hausse annoncée par le gouvernement Charest fera passer les droits de scolarité de 2168 \$ en 2012 à 3793 \$ en 2017.

Au moment où le boycott des cours arrive à un point critique,

les leaders étudiants ont invité les jeunes à rester mobilisés. « Pour la jeunesse, on veut une société plus juste, plus équitable, ou les jeunes ont une voix au chapitre, pas juste ceux qui donnent de l'argent au Parti libéral », a lancé Mme Desjardins devant la foule. Les associations étudiantes se disent prêtes à « prendre des risques » pour faire reculer le gouvernement.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a parlé d'une grève historique, la grève atteignant aujourd'hui 52 jours dans la province, soit le même nombre qu'en 2005.

Les étudiants doivent faire leur juste part, maintient Line Beauchamp

SHERBROOKE — « Les étudiants sont appelés à faire leur juste part. »

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a répété cette déclaration, hier, interrogée par *La Tribune* au terme d'une manifestation nationale dans le fief du premier ministre Jean Charest. Elle a rejeté la possibilité de s'asseoir avec les étudiants tant qu'ils resteront campés sur leur position. « Ils reviennent à nous demander de ne pas payer leur part. Ça ne peut pas être le bon sujet de discussion. »

À quand une sortie de crise? Comment dénouer l'impasse si le gouvernement refuse de discuter avec les fédérations

étudiantes? Pourquoi ne pas aller s'asseoir avec eux? « C'est évident que plus le temps passe, plus ça entraîne d'importantes perturbations. Aller m'asseoir avec les étudiants, ce serait interprété comme si j'accepte d'aller parler de leur niveau de contribution. Je le répète : je ne peux pas aller m'asseoir en disant que ce sont les gens de la classe moyenne qui vont ramasser la facture. »

Dans cinq ans, a-t-elle répété, les étudiants paieront 17 % du coût de leur formation. La hausse annoncée est de 1625 \$ sur cinq ans à compter de l'automne.

Le « bon sujet » pour que le gouvernement tende l'oreille

aux étudiants est celui de l'accessibilité aux études et l'amélioration du régime de prêts et bourses, note Mme Beauchamp.

Interrogée sur les impacts financiers de cette impasse, la ministre n'a pas voulu s'avancer. Elle souligne qu'une majorité d'étudiants sont en classe et recevront leur diplôme comme prévu. La situation fluctue énormément d'un établissement à un autre. Selon elle, il y a concrètement cinq cégeps où la situation est vraiment problématique, et où des efforts exceptionnels devront être déployés.

Hier, *La Tribune* rapportait que l'UdeS planche actuellement sur différents scénarios pour les facultés où la grève

s'étire. La vice-rectrice aux études de l'UdeS, Lucie Laflamme, s'est montrée très inquiète. Au Cégep de Sherbrooke également, le temps presse : l'institution doit retarder le début de sa session d'été.

« C'est très important de comprendre que les vraies perturbations seront vécues par les étudiants en boycott », estime la ministre Beauchamp.

Uniquement à l'UdeS, hier, quelque 12 000 étudiants étaient en grève (dont un peu plus de 2000 uniquement pour la manifestation), selon une analyse sommaire. Au Québec, le mouvement en compterait autour de 200 000.

— Isabelle Pion



Line Beauchamp,
ministre de l'Éducation

Sherbrooke jeudi 5 avril 2012 - La Tribune

3

Des parents affichent leur carré rouge

ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les citoyens étaient nombreux, hier, à montrer leur appui aux manifestants. Mère de trois étudiants, Hélène Rousseau a invité la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, à décider lequel de ses fils pourra poursuivre des études universitaires.

« J'ai trois jeunes qui se préparent à aller à l'université. On fait partie de la classe moyenne. Je me demande lequel de mes trois fils je vais envoyer à l'université. Ce sont trois "bols"... J'invite la ministre Beauchamp à dire lequel des trois je vais envoyer », a lancé cette mère de famille, qui regardait passer la foule. Avec des revenus familiaux d'environ 60 000 \$, et son conjoint qui doit assumer le coût d'un loyer à Montréal pour son travail, la dame se demande comment elle pourra aider ses fils à concrétiser leurs aspirations. Ceux-ci, dit-elle, se dirigent en médecine, en droit et en pharmacologie.

« On fait partie de la classe moyenne. Je me demande lequel de mes trois fils je vais envoyer à l'université. »

Au cœur des manifestants, Danielle Couture est venue appuyer les étudiants avec son alpage, un animal qui ressemble à un lama. « Jean Charest, on a l'impression qu'il crache sur la tête du monde. Il passe ses lois sans consulter », a fait valoir Mme Couture, dont le fils étudie à l'UdeS. Son appui, fait-elle valoir, va bien au-delà de la question des droits de scolarité. À ses yeux, il s'agit d'un débat de fond.

Croisée à la manifestation tenue le 8 mars, Isabelle Larivière était présente, une fois de plus, pour appuyer



IMACOM, CLAUDE POULIN

Les citoyens étaient nombreux à appuyer les manifestants, hier. Des gens de toutes les sphères de la société ont marché aux côtés des étudiants.

les étudiants. Un mois plus tard, la situation n'a presque pas évolué, si ce n'est que le temps commence à presser dans les cégeps et les universités du Québec. « Je suis fort déçu de la réaction du gouvernement, qui ne veut pas discuter avec les étudiants. » Cette enseignante avait aussi lutté, à l'époque comme étudiante, contre la réforme de l'aide financière entreprise par le gouvernement Charest en 2005. « Les étudiants ne sont plus en mesure de reculer », croit-elle.

Louise, mère d'un étudiant, guettait la foule pour rejoindre son fils. « Je voudrais que ce soit facile pour tous les jeunes de faire des études. »

Un peu partout sur le parcours, des citoyens et des commerçants ont regardé les manifestants passer, certains klaxonnant pour les encourager, d'autres portant le petit carré rouge.



IMACOM, FRÉDÉRIC CÔTÉ

Les étudiants ont reçu des appuis de toutes sortes le long de leur parcours mais aussi dans leur rang. Cette femme de Sherbrooke Danielle Couture avec son alpage a marché les huit kilomètres en compagnie des étudiants dans les rues de Sherbrooke.



IMACOM, FRÉDÉRIC CÔTÉ

La marée humaine rouge s'est regroupée en fin de parcours dans le stationnement de la Place des congrès devant le bureau de circonscription du premier ministre Jean Charest. Un animateur a réchauffé la foule avant les discours enflammés des présidents de la FECQ et de la FEUQ devant les 4000 étudiants.



IMACOM, FRÉDÉRIC CÔTÉ

Que ce soit par leurs pancartes, leurs slogans, leurs chansons, leurs cris, leurs costumes ou leur musique, les manifestants s'entendaient tous sur le même message : un refus de la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité sur cinq ans du gouvernement Charest.

4000 étudiants relèvent le défi

Les organisateurs de la manifestation et les policiers satisfaits du déroulement

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les organisateurs de la manifestation nationale de Sherbrooke avaient promis une manifestation pacifique, les quelque 4000 participants ne les ont pas déçus.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins estime que ces manifestations pacifiques permettent de mieux passer leur message contre la hausse des droits de scolarité au lieu que l'accent soit mis sur les débordements.

« Nous voulions envoyer un message clair au gouvernement. Lorsque tout se déroule pacifiquement, c'est ce que nous avons à dire qui passe en avant », explique Martine Desjardins.

Outre trois arrestations préventives d'étudiants qui s'affichaient en faveur de la hausse des frais de scolarité au milieu d'une marée de manifestants s'affichant contre, le Service de police de Sherbrooke ne note aucun incident négatif.

« Nous dressons un bilan très positif de cette manifestation. Il n'y a eu aucun incident regrettable. Pas de méfait ou d'arrestation », soutient le porte-parole du SPS, René Dubreuil.

Le commandement unifié du SPS et de la Streté du Québec avaient mobilisé plusieurs dizaines de policiers sur le terrain et du haut des airs.

La cinquantaine de bénévoles attirés à la sécurité des manifestants ont escorté les étudiants sur toute la longueur du parcours de huit kilomètres entre l'Université de Sherbrooke et le bureau de circonscription du premier ministre du Québec Jean Charest.

Quelque 200 étudiants ont tenté de se diriger vers l'édifice gouvernemental du 200 Belvédère lorsque le cortège est passé à proximité, mais ils ont rebroussé chemin en voyant l'unité de contrôle de foule qui les y attendait.

« Lorsque nous connaissons le parcours d'une manifestation, il est plus facile d'assurer la sécurité des participants et de la population. Nous n'avons



Une marée humaine de plus de 4000 personnes a envahi les rues de Sherbrooke comme ici sur la rue Gaik Ouest. Le cortège qui s'étirait sur 350 mètres a emprunté le boulevard Université, les rues Gaik Ouest, Belvédère et King Ouest.

noté aucune frustration de la part des automobilistes », mentionne l'agent Dubreuil.

Malgré une attente qui dépassait parfois la quinzaine de minutes, les automobilistes semblaient dans l'ensemble appuyer le mouvement étudiant. À plusieurs intersections, des coups de klaxon d'appui se

faisaient entendre.

« Je suis en faveur de leurs revendications. Ils doivent faire quelque chose pour faire bouger le gouvernement, alors ce n'est rien d'attendre un peu », estime Jean Daoust qui était pris dans le bouchon sur le boulevard Université.

« C'est certain que ce n'est pas

plaisant d'attendre, mais sur le fond je suis d'accord avec eux », mentionne Diane Poirier.

Mélissa Paré attendait à l'intersection des rues King Ouest et Belvédère.

« C'est leur droit de manifester pourvu que tout se déroule dans le respect. Nous étions prévenus que les rues seraient bloquées,

Des élèves du secondaire rejoignent la parade

RENÉ-CHARLES QUIRION ET ISABELLE PION

SHERBROOKE — Plus de 300 élèves du secondaire se sont joints aux étudiants des cégeps et des universités du Québec dans les rues de Sherbrooke.

Une trentaine d'élèves de l'école de La Montée LeBer ont porté un carré rouge de plus de trois mètres par trois mètres tout le long du parcours.

« C'est nous qui allons devoir payer une fois au Cégep, alors c'est important de se mobiliser », explique Laurie Lessard. « Certains ne pourront pas s'offrir d'aller à l'université si les frais de scolarité sont trop

élevés », ajoute un autre élève de troisième secondaire au pavillon LeBer, Alexandre Royer.

Les élèves de l'école Montcalm avaient préparé leur entrée sur le campus de l'UdeS, où ils sont arrivés en courant et en hurlant. Sita Singh, une des élèves responsables de cette action, a fait valoir l'importance pour les jeunes de s'investir. La jeune fille a fait un discours avec les autres leaders étudiants, dans le stationnement de la Place des congrès, à la fin de la manifestation. « En tant que leader de l'école, on pouvait faire quelque chose, en informant les jeunes, pour qu'ils puissent se faire une opinion », fait-elle valoir. « C'est

notre seule façon de faire entendre notre voix », a-t-elle plaidé.

Un petit groupe d'élèves de deuxième secondaire de l'école du Triolet participait à la manifestation.

« C'est une cause qui me tient à coeur. Ma mère aura à peine fini de payer son prêt étudiant que ce sera à mon tour d'y aller. C'est une mauvaise chose d'augmenter les frais de scolarité », estime Guillaume Thibault.

Marie-Charlotte Desjardins de l'école Montcalm croit que l'éducation doit être une priorité pour le gouvernement.

« C'était important de se rendre manifester pour cette cause-là. J'étais allée à Montréal le

alors j'étais prête à attendre », mentionne Mme Paré.

Les étudiants de l'association générale des étudiants et étudiantes de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke (AGEFEUS) avaient eu l'idée de baliser le parcours de la manifestation avec le désormais célèbre carré rouge.

« Nous voulions être certains que tous suivent le bon parcours. Nous sommes heureux qu'il n'y ait eu aucun incident », explique l'un des organisateurs de la manifestation, Guillaume Raymond.

Les concessionnaires automobiles situés sur la rue King Ouest avaient pris des mesures préventives en prévision de la manifestation étudiante.

Chez Sherbrooke Honda, certains véhicules ont eu droit à des graffitis sur la poussière des véhicules lors de la manifestation de lundi.

« C'est certain que ça aurait pu endommager la peinture des véhicules neufs. Cette fois, nous n'avons couru aucun risque et avons enlevé les véhicules en bordure de la rue King Ouest », explique une employée chez Honda Sherbrooke.

« Nous avons enlevé les véhicules de ce qu'on peut appeler la ligne de feu », ajoute la réceptionniste chez Toyota Sherbrooke.

On a la **peinture** que vous cherchez

de **les peintures de Armond inc.**

819 569-7095
800, rue du Conseil, Sherbrooke

Lime fraîche

Cindy Beaudoin
Designer

Louise Beaudoin
Propriétaire

Sherbrooke jeudi 5 avril 2012 - La Tribune 5

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com USCS# 177302430 Intero 00 504534
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

Et maintenant ?



**LUC
LAROCHELLE**
PERSPECTIVES

luc.larochelle@latribune.qc.ca

Chers étudiants, j'aurais pris plaisir à finir la journée d'hier en échangeant plus intimement avec vous dans l'atmosphère détendue d'un bistro, autour d'un café ou d'une bière. Quel sera maintenant votre plan de match ?

A deux reprises cette semaine, vous êtes débarqués à Sherbrooke, dans la circonscription du premier ministre Charest, pour y déverser une partie de votre colère. Comme vous, j'ai l'impression que le geste a porté. Peut-être pas par contre à la hauteur de vos perceptions.

L'effort additionnel que la société québécoise veut vous imposer à travers les décisions libérales est considérable, je vous rejoins là-dessus. Le gouvernement Charest était arrivé sur la pointe des pieds avec sa « contribution santé » pour éviter de s'aliéner la masse

des contribuables : une ponction de 50 \$ en 2010, de 100 \$ en 2011, qui grimpe à 200 \$ à compter de cette année.

M. Charest s'est souvent targué d'avoir soustrait la classe des plus vulnérables à cette cotisation spéciale. En fixant le seuil d'exemption pour un adulte sans enfant à charge à 14 410 \$, soit un niveau de revenu supérieur à ce que gagnent la plupart des jeunes poursuivant des études collégiales ou universitaires à temps plein, son gouvernement reconnaissait votre priorité financière pour l'application de cette mesure.

Il n'y a pas de logique à vous assommer avec une facture pour des études supérieures qui grimpera de 1625 \$ en cinq ans. Trois années d'étalement accordées à des salariés pour amortir une taxe de 200 \$ par rapport à un rattrapage de

325 \$ par année pendant cinq ans à des étudiants n'ayant que des revenus d'appoint, c'est effectivement une injustice sociale. N'importe quel citoyen le moins mentalement admettra.

Les changements ne se négocient pas en bloc durant une crise. Ils se façonnent lentement.

Le gouvernement étant à court d'arguments là-dessus, vous êtes en position de force pour négocier un étalement sur une plus longue période. Persistez dans cette voie, et l'opinion publique vous appuiera.

Vous avez entrepris la bataille en vous démenant, vous progresserez en vous démenant. Dans n'importe quel conflit arrive le moment de faire des choix, de départager dans le lot des objectifs souhaitables ceux qui sont atteignables rapidement. Les autres doivent devenir des cibles à moyen et long terme. Autrement, vous risquez de vous enliser dans l'éparpillement.

Je lisais hier dans notre

page d'Opinions les propos d'une mère qui réclamait un minimum d'écoute du gouvernement pour son fils de 21 ans présentement aux études. La dame appartient au Syndicat des employés de soutien de l'Université de Sherbrooke (SEESUS) et témoignait de ses quatre mois passés dans la rue l'automne dernier.

Quel bel exemple! Malgré toute leur détermination, ces syndiqués n'ont eu d'autre choix que de se rendre à l'évidence à quelques semaines des Fêtes qu'ils avaient atteint les limites de la flexibilité patronale. Ils sont rentrés au travail sans avoir tout gagné, mais en ayant progressé. Le reste est une bataille reportée.

Tous les négociateurs expérimentés vous diront qu'un plan de sortie de crise est aussi capital que la stratégie initiale pour engager un combat. Que vous faut-il obtenir pour récompenser cette mobilisation et maintenir au sein de vos troupes le sentiment que votre voix compte et ne peut être ignorée ?

Tout? Un recul gouvernemental sur l'indexation des frais de scolarité, un nouveau mode de financement des universités, une politique

gouvernementale pour limiter le pouvoir de dépenser de ces entités autonomes ?

Ce serait ambitieux, préventif même. La seule lettre d'un sous-ministre de l'Éducation informant la direction de l'Université de Sherbrooke qu'elle devait s'en tenir à la politique salariale du gouvernement du Québec a été interprétée comme une intrusion, une forme de mise en tutelle. Ces grandes ambitions de réformes sont le projet d'une vie, pas juste celui d'une session à sacrifier !

Vous avez droit à la considération. Vous l'avez honorablement méritée. Mais, grève ou pas, vous avez à passer le test de la lucidité, qui établira votre crédibilité aux yeux des autres acteurs de la société prêts à reconnaître que vous êtes les espoirs de demain.

L'avenir se bâtit certes avec des remises en question, mais les changements ne se négocient pas en bloc durant une crise. Ils se façonnent lentement. Très lentement.

Vous êtes jeunes, vous avez de la fougue pour les initier, ces changements. Mais ça vous prendra un brin de patience pour savoir aussi attendre qu'ils se mettent en place.

Le vote de grève s'essouffle à Drummondville

YANICK POISSON

ypoisson@latribune.qc.ca

DRUMMONDVILLE — Un peu plus de la moitié des étudiants se sont prononcés en faveur du prolongement du mandat de grève pour une sixième

semaine, hier en fin de journée au Cégep de Drummondville. C'est donc dire que les jeunes poursuivront leur protestation contre la hausse des frais de scolarité au moins jusqu'au 13 avril.

Quelque 454 des

870 étudiants présents lors de l'assemblée qui aura duré plusieurs heures et empêché les militants de se rendre du côté de Sherbrooke pour la manifestation nationale, ont voté pour la reconduction du mandat de grève.

De l'autre côté, le vent des opposants à la grève commence à souffler plus fort sur Drummondville, alors que 401 personnes ont manifesté leur désir de retourner en classe pour reprendre le temps perdu. Quinze étudiants ont préféré

s'abstenir.

Cette nouvelle reconduction compromet sérieusement la session collégiale d'hiver, d'une durée totale de 15 semaines, qui ne se terminera visiblement pas avant la Fête nationale.

— Yanick Poisson

CHANGEZ VOTRE DÉCOR

Du 5 au 14 avril

Jusqu'à 50%
sur tous nos couvre-lits en magasin et sur notre sélection de rideaux

40% de rabais

- Toiles à rouleau
- Stores horizontaux écobois/bois
- Stores plissés 2 po

CARSAN
centre de design

Laurentide
peinture

TITANIUM
LAURENTIDE

PEINTURE Latex velours
Rég. 46⁹⁹\$
Spécial **39⁹⁹\$**

Latex mat plafond
Rég. 28⁹⁹\$
Spécial **25⁹⁹\$**

1338, rue King Ouest, Sherbrooke

819 566-5175

Le ton monte à l'Assemblée nationale

ALEXANDRE ROBILLARD
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La chef péquiste Pauline Marois se laisse gouverner par les manifestations des étudiants et l'opportunisme politique, a déclaré hier la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Mme Beauchamp a ainsi riposté à une question de la députée péquiste Marie Malavoy, qui l'accusait de faire la sourde oreille face aux revendications étudiantes.

Selon la ministre, Mme Marois fait preuve d'opportunisme en promettant d'annuler la hausse des droits de scolarité, qui a mené les étudiants à descendre dans la rue au cours des dernières semaines.

« Ici, on se gouverne de façon responsable, a-t-elle dit en Chambre. Quel est le choix

de la chef de l'opposition? Quel est son choix politique? C'est d'être gouvernée par la rue et l'opportunisme politique. »

Faisant référence à la promesse qu'un gouvernement péquiste organisera un sommet pour déterminer les frais de scolarité, le premier ministre Jean Charest a aussi écorché Mme Marois.

« Elle qui porte le carré rouge aujourd'hui, qu'elle a choisi d'arborer, n'a certainement pas fait preuve de leadership sur cette question-là, a-t-il dit. Au contraire. Les Québécois en auront pris bonne note. »

Mme Malavoy a déclaré que la situation opposant les étudiants au gouvernement est dans l'impasse, concernant la hausse prochaine des droits de scolarité.

Alors que le mouvement de protestation des étudiants en est à sa septième semaine,

la députée péquiste a invité Mme Beauchamp à changer de stratégie pour mettre un terme à la « crise ».

« Je demande à la ministre de tous les Québécois si elle ne pourrait pas sortir de la logique de l'affrontement, a-t-il dit. Je lui demande si l'appel au calme qu'elle vient d'évoquer, ça n'est pas elle qui pourrait le faire. »

Mme Beauchamp a répondu que la fermeté du gouvernement est dictée par l'intérêt de l'ensemble des Québécois, et non pas celui des seuls étudiants.

« Nous serons, nous ici, gouvernés par l'avenir du Québec, par le bien-être et le respect de l'ensemble des contribuables québécois », a-t-elle dit.

Pour illustrer le fait que Mme Beauchamp refuse tout dialogue, Mme Malavoy a rapporté le cas d'une grand-mère, Monique Massé, qui soutient

s'être fait raccrocher au nez lorsqu'elle a appelé au cabinet de la ministre pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Mme Massé, une résidente de Saint-Jean-sur-Richelieu, a déclaré qu'elle avait été choquée d'être ainsi éconduite par la réceptionniste, il y a deux semaines.

« Quand elle a vu que je n'étais pas d'accord avec la ministre, elle m'a dit « c'est beau, c'est beau, c'est beau » et elle a raccroché, a-t-elle dit. En tant que contribuable, c'est la ministre de tout le monde et elle doit nous écouter. »

Prenant l'exemple de son petit-fils, étudiant au Cégep de Thetford Mines, Mme Massé a affirmé qu'en raison de leurs moyens financiers limités, plusieurs jeunes seront pénalisés par la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité, prévue sur

cinq ans.

« Moi je suis contre ça parce que j'aime mieux payer mes taxes et payer de l'impôt pour aider les étudiants que les payer pour d'autres qui se payent du gros luxe », a-t-elle dit.

Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de Mme Beauchamp, n'a pas été en mesure de confirmer si une réceptionniste avait coupé court à l'appel de Mme Massé.

Mme Sauvageau a cependant expliqué que le standard téléphonique du cabinet avait été pris d'assaut, à la suite de mots d'ordre qui ont circulé récemment dans les milieux étudiants.

« Dans ce contexte-là, est-ce que malencontreusement il est arrivé quelque chose, bien on s'en excuse si c'est arrivé, a-t-elle dit. Le cabinet a l'habitude de répondre avec courtoisie à tous les appels. »

Une injonction pour redonner accès à l'UQAM

CAROLINE TOUZIN
TOMMY CHOUINARD

MONTREAL — L'Université du Québec à Montréal (UQAM) s'est entendue, hier, avec ses étudiants en grève pour que ces derniers cessent de bloquer l'accès aux pavillons de l'établissement.

Les parties ont ainsi évité un débat devant la Cour supérieure au sujet de la demande d'injonction déposée par l'UQAM la veille au palais de justice de Montréal. La juge Micheline Perrault n'a eu qu'à entériner l'entente intervenue entre les parties.

Les grévistes ne doivent plus empêcher les étudiants et les employés d'entrer dans les pavillons de l'UQAM, d'en sortir ou d'y circuler, selon cette entente. Ils n'ont pas le droit, non plus, d'intimider qui que ce soit.

« Cette entente ne statue pas sur le fond de l'affaire, soit le droit de grève ni le droit de faire du piquetage », a tenu à préciser l'une des avocates des associations étudiantes, Me Sibel Ataogul.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) déplore la judiciarisation du débat, mais elle se réjouit tout de même du fait qu'une entente a été conclue.

« J'y vois une défaite du gouvernement Charest dans sa tentative d'instrumentaliser les établissements universitaires pour arriver à casser le mouvement de grève », a indiqué son vice-président, Yanick Grégoire. Cette injonction ne découragera pas les étudiants en grève, au contraire, prévient-il.

« La grève va continuer. Le piquetage symbolique aussi, tout en respectant l'ordonnance rendue de ne pas bloquer l'accès aux pavillons », a ajouté un membre de la direction de l'Association facultaire étudiante



LA PRESSE, PATRICK SANFACON

Une manifestation étudiante a donné lieu à des actes de vandalisme au centre-ville de Montréal. Des étudiants ont renversé des tables et brisé de la vaisselle à l'hôtel Fairmount Le Reine Elizabeth, sur le boulevard René-Lévesque. Le Centre Eaton de la rue Sainte-Catherine, a également été pris pour cible, alors que des étudiants ont renversé des présentoirs et brisé divers objets. Les policiers ont procédé à 76 arrestations. Les personnes appréhendées pourraient faire face à des accusations d'attroupement illégal et de méfait, selon Daniel Fortier, porte-parole du Service de police de la ville de Montréal (SPVM). Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a qualifié ces événements « d'inévitables ». Il a indiqué que la tension ne peut que monter, le gouvernement demeurant impassible, sept semaines après le début du mouvement de grève. En après-midi, une autre manifestation s'est déroulée dans le calme dans les rues de Montréal, pour se terminer à l'Université de Montréal. Selon la CLASSE, entre 3000 et 4000 étudiants ont participé à cette marche. D'autres manifestations ont également eu lieu à Québec, Saint-Jérôme et Saint-Félicien.

de science politique et droit de l'UQAM, Benoit Lépine.

Si les étudiants de l'UQAM ne se conforment pas à l'injonction, ils risquent de se voir imposer une amende allant jusqu'à 50 000 \$ ou encore une peine de prison allant jusqu'à un an.

L'entente est valide jusqu'au 19 avril.

La requête de 303 pages avait été envoyée, mardi, aux dirigeants des associations étudiantes des six facultés de l'UQAM en grève depuis le

mois de février. Seule l'École des sciences de la gestion n'est pas en grève.

Dans sa requête, l'UQAM citait une série d'actes de perturbation, dont le blocage des accès de certains pavillons, qui ont « grandement compromis » la sécurité des étudiants, des employés et de la population en général. Les policiers ont dû intervenir à quelques reprises. L'UQAM craignait que la situation s'aggrave davantage.

C'est la première fois depuis le début de cette grève qu'un

établissement d'enseignement s'adresse au tribunal. Des étudiants lui avaient cependant tracé la voie.

Droit de passage

Plus tôt cette semaine, les grévistes de l'Université Laval ont dû céder le passage à un étudiant qui voulait assister à son cours d'anthropologie à qui la Cour supérieure venait d'accorder une injonction provisoire.

Un étudiant en droit de l'Université de Montréal a eu moins de succès avec la même

demande. Son cas était différent puisque son association étudiante n'était plus en grève.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, se défend pour sa part d'encourager les établissements ou les étudiants à se tourner vers les tribunaux. « Je respecte ceux qui prennent de tels moyens. Je les trouve courageux. Mais la vraie piste de solution, c'est qu'on ait un dialogue sur l'aide financière aux études et le thème de l'accessibilité aux études universitaires », a-t-elle dit hier. (La Presse)



**DENIS
DUFRESNE**
ÉDITORIAL

denis.dufresne@latribune.qc.ca

Pourquoi pas un médiateur?

Après 52 jours de grève et de dialogue de sourds entre les associations étudiantes et le gouvernement Charest sur la question de la hausse des frais de scolarité, la solution pourrait-elle passer par la nomination d'un médiateur pour tenter de rapprocher les parties et permettre un retour en classe?

L'idée n'est pas nouvelle, elle a été évoquée à quelques reprises par différentes personnalités, notamment Michel Ringuet, recteur de l'Université du Québec à Rimouski, Claude Castonguay, ancien ministre libéral, et François Legault, chef de la Coalition avenir Québec, qui s'est lui-même proposé comme médiateur.

Malheureusement, ces propositions n'ont pas trouvé écho tant au gouvernement que chez les associations étudiantes, alors que les directions des cégeps et des universités évoquent la date butoir du 10 avril, dans moins d'une semaine, à partir de laquelle il deviendra de plus en plus difficile de reprendre le semestre d'hiver sans empiéter sur celui d'été.

Il est plus que temps
de désamorcer
la crise actuelle.

Pire : hier, alors que des milliers d'étudiants manifestaient à Montréal, Québec et Sherbrooke, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a répété que sa porte est ouverte, mais seulement pour discuter de l'accessibilité aux études et d'améliorations au régime des prêts et bourses, tandis que le porte-parole de la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante), Gabriel Nadeau-Dubois, réitérait que le débat doit porter sur le gel des frais de scolarité.

Parallèlement, le conflit a pris une tournure judiciaire avec une ordonnance d'injonction de la Cour supérieure pour interdire aux

étudiants de bloquer l'accès aux édifices de l'Université du Québec à Montréal.

La veille, un étudiant de l'Université Laval avait obtenu du tribunal une injonction interlocutoire provisoire de 10 jours pour avoir accès à son cours d'anthropologie.

Tout cela ne peut plus durer.

La nomination d'un médiateur neutre et respecté pourrait permettre aux parties d'amorcer un vrai dialogue sans perdre la face ou donner l'impression de reculer... et peut-être même de résoudre le conflit.

Selon Isabelle Lacroix, professeure à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, cette avenue « pourrait être intéressante. Elle permettrait peut-être une troisième voie ».

Il est plus que temps de désamorcer la crise actuelle.

Car, d'un côté, le mouvement, avec près de 200 000 étudiants en grève, maintient la pression sur le gouvernement en se disant que celui-ci ne peut annuler le semestre d'hiver et qu'il sait très bien que tout prolongement risque de lui coûter cher puisqu'il devra payer les enseignants quoiqu'il arrive.

De l'autre, le gouvernement mise sans doute sur l'essoufflement du mouvement étudiant, sur le spectre d'une prolongation induite du semestre avec ses conséquences sur les emplois d'été et, peut-être aussi, sur un ras-le-bol de la population en général.

Nous avons écrit il y a quelques jours que cette guerre d'usure doit cesser, d'abord pour que les parties se parlent enfin et, ensuite, pour permettre la reprise rapide des cours.

Hier, plus de 3500 étudiants sont venus à Sherbrooke, dans la circonscription du premier ministre Jean Charest, pour se faire entendre.

Si la porte est ouverte, comme le dit la ministre Beauchamp, il appartient au gouvernement de faire le premier pas et d'inviter les étudiants à négocier un compromis.

MITT ROMNEY À GRANDS PAS VERS L'INVESTITURE RÉPUBLICAINE



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Nous payons déjà

Pauvres étudiants, vous faites vraiment pitié! On vous inflige une hausse de 325 \$ par année, c'est tellement injuste! Mais je me demande si vous savez compter, car cette hausse représente environ 1,36 \$ par jour.

Et vous osez descendre dans la rue en criant à l'injustice, en saccageant, en prenant en otage la population. Vous voudriez que les travailleurs qui peinent beaucoup plus que vous à gagner leur vie paient pour vos études? Aberration totale. Avez-vous la moindre idée de ce qu'est la justice sociale? A mon avis, la justice sociale consiste à partager ses responsabilités. Où sont les vôtres présentement? Vous n'avez pas que des droits. Savez-vous que nous, les contribuables, nous payons largement notre part pour vos études.

(...) Vous vous dites pauvres? Alors comment faites-vous pour payer les autobus qui vous transportent à Montréal? Qui paie pour tout le battage publicitaire? (...)

Que faites-vous de la démocratie, vous qui vous targuez d'être plus blanc que blanc? Que vaut un vote à main levée? Comment osez-vous boycotter vos membres qui veulent voter librement comme cela se fait lors des élections?

Vous mêlez tout, les gaz de schiste, le Plan Nord. Et une fois vos études terminées, vous serez probablement très heureux d'aller travailler pour ce plan, car vous aurez des salaires faramineux et vous pourrez alors rembourser votre dette dans un temps record.

Beaucoup d'étudiants/es ne vous suivent pas et malheureusement, ils n'osent pas vous dénoncer par peur des représailles.

Ce qui est injuste dans vos revendications, c'est que vous n'acceptez pas, vous les dirigeants de cette manifestation, de faire votre part. Vous voulez la gratuité. Dites-moi pourquoi faudrait-il payer vos études? Je considère qu'étudier est avant tout un grand privilège. Allez faire un stage dans des pays beaucoup moins bien nantis que nous et j'ose espérer que cette expérience changera votre perception au sujet de la pleine gratuité.

Réveillez-vous, étudiants/es qui êtes contre toutes les revendications exagérées. La majorité de la population est derrière vous. Osez, vous aussi, crier votre indignation. (...)

Suzanne Royer
Sherbrooke

Coupables d'âgisme?

Le débat en cours sur la hausse des frais de scolarité nous interpelle. Le gouvernement prête flanc à une critique d'âgisme envers les jeunes. Dans sa fermeture radicale comme dans sa rhétorique, il tend à ne pas prendre au sérieux les étudiants et à mettre en doute dans la population la légitimité de leur mouvement qui se fait actuellement entendre sur la place publique et dont l'ampleur est sans précédent.

C'est comme si le premier ministre Jean Charest, le ministre des Finances, Raymond Bachand, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, refusaient, « en bons parents », de reconnaître les étudiants, parce que jeunes, comme des acteurs politiques légitimes. Au-delà du contenu, pertinent à nos yeux, des revendications de ce mouvement, il importe de reconnaître comme pleinement légitime la parole politique et citoyenne que porte ce mouvement. Le gouvernement doit s'asseoir en toute bonne foi et négocier avec les étudiants.

Jacques Caillouette
et Chantal Doré, professeurs
Université de Sherbrooke

Un retour en classe au plus tard le 10

L'Université de Sherbrooke évoque une date butoir pour sauvegarder la session d'hiver

CLAUDE PLANTE

clau.de.plante@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — La direction de l'Université de Sherbrooke se dit prête à mettre en place des mesures de rattrapage des cours perdus en raison du boycottage, mais le retour en classe devra se faire dans les prochains jours, au plus tard d'ici le mardi 10 avril.

Tard mercredi soir, un courriel a été expédié aux étudiants concernant la reprise des cours. Le texte précise qu'après cette date, on pourrait devoir annuler la session

pour certains groupes.

Les contraintes liées à la disponibilité des ressources humaines et matérielles nécessaires et au chevauchement des trimestres pourraient rendre tout rattrapage impossible, annonce la vice-rectrice aux études de l'UdeS, Lucie Laflamme. La direction ajoute devoir prendre cette décision pour assurer « la qualité de la formation ».

Les étudiants visés par ces mesures sont ceux des facultés plus touchées par le boycottage, soit Education, Éducation physique et sportive, Lettres et sciences humaines ainsi que

Théologie et études religieuses, précise-t-elle.

Les situations vécues étant différentes les unes des autres, et souvent même à l'intérieur d'une faculté, il convient de mettre en place des mesures de rattrapage adaptées à chaque cas.

Ces mesures de rattrapage seront établies par les quatre facultés concernées et pourront varier d'un programme à l'autre, même d'un cours à l'autre, fait-on remarquer dans le courriel. Elles prendront diverses formes : reprises de cours, travaux dirigés, tutorat ou combinaisons pertinentes

de ces mesures ou nouvelles modalités d'évaluation, avec ou sans prolongement du trimestre d'études.

« Il n'est pas question de forcer la main à personne. C'est juste un fait que nous évoquons. C'est aux étudiants de décider. Les dossiers seront étudiés au cas par cas. Après la date du 10 avril, il sera plus difficile d'étirer le calendrier. On ne peut comprimer l'enseignement », dit Mme Laflamme.

« C'est un dossier de plus en plus complexe et après cette date, ça sera encore plus complexe. Nous disons aux

étudiants que nous sommes inquiets pour leur session. »

La date butoir a été fixée après de nombreuses discussions avec les doyens des facultés, ajoute-t-elle. « Il faut penser qu'il y a les étudiants des stages coopératifs qui reviennent que des étudiants en boycottage doivent aller en stage », note la gestionnaire.

« Pour la faculté où les étudiants sont sortis que quelques jours, il est plus facile de compresser la session. Ça équivaut à des reprises de tempêtes d'hiver. Nous sommes en contact avec les associations étudiantes. »



Renaud Giraldeau, Geneviève Bruneau, Olivier Robichaud, Nicolas Barbeau, Andrée-Anne Binette et Valérie Lépine, porte-parole de différentes associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke, dénoncent la « campagne de peur » amorcée par la direction de l'UdeS hier.

Les étudiants dénoncent la « campagne de peur »

CLAUDE PLANTE

clau.de.plante@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les leaders étudiants n'apprécient pas que la direction de l'Université de Sherbrooke s'immisce dans le débat démocratique de la hausse des droits de scolarité en avançant une date de retour en classe.

L'administration de la rectrice Luce Samoisette a lancé « une campagne de peur » en retenant la date du 10 avril, ont dénoncé en fin de journée hier les directions des associations étudiantes en conflit actuellement.

Depuis le début du mouvement étudiant, il n'a jamais été question d'annulation ni de prolongation de session, déclare Olivier Robichaud, porte-parole de l'Association générale des étudiantes et étudiants de

maîtrise et doctorat en lettres et communication de l'Université de Sherbrooke (AGEMDELUCUS).

« Nous avons affaire à une campagne de peur. Nous ne sommes pas dupes. Il s'agit d'une tentative pour briser le mouvement », dit-il.

Sa collègue Geneviève Bruneau fait remarquer que cette date coïncide avec la tenue d'assemblées générales d'associations étudiantes devant voter sur la poursuite de la grève. « J'ai du mal à croire qu'il s'agit d'un hasard et que cette décision soit basée sur une analyse objective », lance-t-elle.

« Je ne pense pas que ça va influencer les étudiants, car les votes en faveur de la grève ont toujours été remportés avec de fortes majorités. »

Pour Renaud Giraldeau, président du regroupement

des étudiants d'éducation, la date retenue ne peut faire pour l'ensemble des associations du campus. « Nous sommes en grève depuis deux semaines et on nous impose la date du 10 avril comme pour les autres. »

« C'est une date arbitraire. C'est de l'ingérence dans le débat actuel de la part de la direction de l'université », tranche-t-il.

Si les associations étudiantes n'ont pas été consultées sur la date, les professeurs non plus. Ils étaient quelques-uns présents au point de presse des étudiants.

Cette annonce de la direction de l'Université de Sherbrooke est arrivée quelques heures avant que la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, présente une bonification de son programme de prêts et

un régime de remboursement proportionnel au revenu des futurs diplômés, dans le but de dénouer l'impasse avec les étudiants.

Nicolas Barbeault, de l'Association générale des étudiantes et étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEEFLSH), a repoussé cette tentative de calmer le jeu de la part du gouvernement Charest. « On ne peut régler le problème de l'endettement par encore plus d'endettement », dit-il.

« Nous savions que ça s'en venait. Ce n'est pas de l'argent neuf qui est annoncé pour l'éducation supérieure. La ministre est en train de paniquer. C'est la preuve que nos moyens de pression fonctionnent. »

— Avec La Presse Canadienne

Québec bonifie le programme de prêts

JOCELYNE RICHER

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Dans le but de dénouer l'impasse avec les étudiants, Québec bonifie son programme de prêts et instaure un régime de remboursement proportionnel au revenu des futurs diplômés.

Le gouvernement évalue le coût supplémentaire des ajustements apportés au régime de prêts étudiants à 21 millions \$, une facture qu'il s'empresse de refileur aux universités.

Mais le gouvernement demeure intractable sur l'enjeu fondamental de la grogne étudiante. Il n'est donc pas question de renoncer aux hausses de 1625 \$ en cinq ans des droits de scolarité décrétées par Québec.

Le programme de bourses, quant à lui, n'est pas bonifié.

L'annonce des changements au régime de prêts étudiants a été faite hier matin conjointement par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et le ministre des Finances, Raymond Bachand.

En conférence de presse, la ministre Beauchamp a lancé un appel aux étudiants, en leur demandant de reprendre les votes de grève, d'exiger des votes secrets, et de s'assurer que le processus de votation soit exempt de toute forme d'intimidation.

Disponible à compter de l'automne 2012, la bonification du régime de prêts permettra aux étudiants venant de familles dont le revenu est inférieur à 100 000 \$ d'obtenir un prêt couvrant éventuellement la totalité des frais de scolarité et du matériel scolaire. En 2016-2017, ce montant serait de 4525 \$ pour 30 crédits. De plus, aucune contribution parentale ne sera prise en considération, sur le plan fiscal, lorsque le revenu des parents est inférieur à 60 000 \$.

POUR SORTIR DES GRÈVES ÉTUDIANTES

Moratoire et états généraux proposés

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Moratoire sur la hausse des frais de scolarité et états généraux sur l'éducation postsecondaire, le mouvement Estrie contre la hausse a fait part de sa solution pour mettre fin à l'impasse qui oppose le gouvernement du Québec et les étudiants en grève.

« C'est le gouvernement qui a la responsabilité première de bouger pour mettre fin à cette impasse. C'est lui qui impose cette hausse, alors il doit bouger rapidement afin que les étudiants puissent retourner en classe », explique l'un des porte-parole du mouvement Estrie contre la hausse et professeur de sociologie au Cégep de Sherbrooke, Jean-François Fortier.

Le mouvement Estrie contre la hausse soulève qu'entre une hausse et un gel des frais de scolarité, il n'y a pas d'entre-deux.

« Le Parti libéral du Québec

répète qu'il ne reviendra pas sur son décret et se montre ouvert seulement à une augmentation des prêts et bourses », rappelle M. Fortier.

Le mouvement estime qu'il est temps d'interpeller tous les groupes de la société dans le cadre d'états généraux sur l'éducation postsecondaire.

« Depuis le début des grèves, deux visions contradictoires s'opposent. Les enjeux dépassent le débat entre le gouvernement et les associations étudiantes. Il est temps de discuter du financement et de l'avenir que l'on souhaite donner à nos institutions postsecondaires », indique Jean-François Fortier.

« Nous sommes pour l'accessibilité aux études supérieures pour l'ensemble de la population non seulement ceux de la classe aisée. Est-ce que la hausse des frais de scolarité relève d'un sous-financement des universités ou d'un mal financement? Je ne suis pas certain que le

gouvernement souhaite mieux financer les universités, mais se dégager de son financement », croit le président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (CSO), Claude Legris.

L'ancien principal de l'Université Bishop's Robert Poupart estime qu'il est essentiel de discuter de l'avenir de l'éducation postsecondaire.

« Il faut prendre le temps de discuter pour savoir ce que l'on veut comme société. À force de ne pas avoir l'air de reculer, le gouvernement s'empêche d'avancer. La seule façon d'avancer, c'est par le dialogue. Le gouvernement doit cesser de traiter par la diversion, l'usure, l'injonction ou la retenue, car ce sont nos enfants qui sont traités de cette façon », estime M. Poupart.

Par communiqué, le candidat péquiste dans Saint-François Réjean Hébert appuie ces propositions du mouvement Estrie contre la hausse.

« Il est temps d'en arriver

à une solution pour dénouer l'impasse actuelle entre les étudiants et le gouvernement en place qui refuse d'écouter ce que près de 200 000 étudiants ont à lui dire », estime M. Hébert.

Un accueil froid

Pour les porte-paroles du mouvement Estrie contre la hausse, les propositions de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp et des Finances Raymond Bachand d'augmenter le seuil pour l'accessibilité aux prêts et bourses de même que la mise en place d'un mode de

remboursement proportionnel au revenu ne passe pas.

« Avec cette annonce, le gouvernement admet qu'il y a un problème d'accessibilité aux études supérieures », constate M. Fortier.

Même son de cloche pour l'ancien recteur de l'Université Bishop's.

« Le gouvernement vient dire aux étudiants de s'endetter encore plus. Il fait la preuve que même les ménages qui font 100 000 \$ n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'université », souligne Robert Poupart.



IMACOM, RENÉ MARQUIS

Porte-parole du mouvement Estrie contre la hausse, Robert Poupart, ex-principal de l'Université Bishop's, Jean-François Fortier, professeur de sociologie au Cégep de Sherbrooke, et Claude Legris, président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, ont tenu une conférence de presse, hier à l'Université de Sherbrooke, pour faire part de leur solution pour mettre fin à l'impasse qui oppose le gouvernement du Québec et les étudiants en grève.

PRÉCISION ACURA ET SHERBROOKE MITSUBSHI

Un mandat de grève est donné au syndicat

LA TRIBUNE

SHERBROOKE — La négociation pour le renouvellement de la convention collective échue depuis le 1^{er} octobre 2011 se corse du côté de Precision Acura et Sherbrooke Mitsubishi: les employés viennent de donner un mandat de grève à leur syndicat, membre de Teamsters Québec, local 1791.

Le syndicat reproche au même employeur des deux concessionnaires « la lenteur des négociations » et « son absence totale à la table des négociations, ayant comme seul représentant son avocat ».

Des plaintes ont été déposées devant la Commission des relations de travail, étant donné que l'employeur n'a pas versé à la date prévue du

1^{er} octobre dernier l'augmentation salariale convenue. En outre, la conciliation tenue le 30 mars a été un échec, selon le syndicat.

Celui-ci déplore la situation, surtout après avoir réglé « à 100 pour cent » les conventions collectives auprès de Sherbrooke Nissan, Infinity, de Mercedes Benz Sherbrooke et de Kia Sherbrooke.

paie l'équivalent des TAXES

CE VENDREDI

* Sur TOUT en magasin.

GAGNEZ un iPad 2

Inscrivez-vous au tirage
www.momosports.com

*Quelques exceptions!
Détails en magasin

Sherbrooke 819 822-3077
Granby 450 372-9066

2838123

Sherbrooke vendredi 6 avril 2012 - La Tribune

... C'EST BIEN LA
"MARCHÉ DU PARDON"
ICI ?...

NON ! TU T'ES TROMPÉ
DE RUE ! POURQUOI ?!
AURAIS-TU QUELQUE
CHOSE À TE FAIRE
PARDONNER ?!!!



**HAUSSE
DES DROITS
DE SCOLARITÉ
ET MOUVEMENT
ÉTUDIANT**

Des personnalités



MÉLANIE
NOËL

melanie.noel@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le débat entourant la hausse des droits de scolarité et le mouvement étudiant qui en découle est au cœur de l'actualité des dernières semaines. Dans les médias, dans les rues, autour des tables familiales, chacun a son idée sur les moyens à prendre pour améliorer le financement de nos universités. *La Tribune* a demandé à diverses personnalités publiques de la région, non impliquées directement dans le débat, d'émettre leur opinion sur le sujet. Athlète, artiste, homme de foi et gens issus du monde des affaires ou du communautaire ont accepté d'exposer leur point de vue sur le sujet de l'heure au Québec. Certains ont préféré décliner notre invitation, se disant mal à l'aise d'émettre leur opinion concernant un débat qui soulève bien des passions.



IMACOM, JESSICA GARNEAU

« C'est difficile d'être complètement sur un bord ou sur l'autre. Mais si j'avais à choisir, je choisirais le clan de ceux qui sont pour la hausse des frais de scolarité et contre la grève. Je ne trouve pas que la hausse proposée est absurde ou exagérée. Je crois que ça fait partie de la *game* de s'endetter quand on est aux études et de rembourser par la suite. Je fréquente l'université et je croise les jeunes qui sont souvent habillés comme des cartes de mode et qui ont leur propre voiture. Aussi, ça me fait rire tous les jeunes qui parlent du droit à l'éducation. Ces propos sont exagérés, car personne ne parle de les priver de leur droit à l'éducation. Notre génération veut tout avoir tout cuit dans le bec. Je n'adhère pas à cette philosophie. Pour ma part, j'ai travaillé à la sueur de mon front, c'est le cas de le dire, pour gagner mon argent et j'ai fait attention pour ne pas faire de folies pour pouvoir payer mes études. Des études que j'ai faites notamment aux États-Unis où les frais sont beaucoup plus élevés. »

Sarah Vaillancourt, athlète olympique



« J'applaudis le mouvement étudiant. C'est intéressant de voir à quel point les étudiants s'organisent et contestent une décision du gouvernement. C'est un bel exercice démocratique. Je crois qu'en parlant des hausses des frais de scolarité, on délaisse les vrais débats qui sont le financement des universités et l'accessibilité à l'éducation. Pour moi, les hausses, c'est juste un prétexte. Car même si on les augmentait, ce serait une goutte dans un verre d'eau. Le financement et l'accessibilité ne seraient pas réglés. Le temps est venu de s'asseoir et de trouver des solutions. Je suis favorable à toutes démarches favorisant l'accessibilité aux études. Pour le moment, ça ne va pas tout à fait dans ce sens. »

Janvier Cliche, directeur général de la Coopérative de développement régional de l'Estrie



« C'est délicat pour moi de me prononcer sur un dossier qui concerne un autre palier de gouvernement. Je ne suis pas certain que l'opinion du maire de Sherbrooke est pertinente. Par contre, je peux dire que la situation est préoccupante. On est à la septième semaine de grève ou de boycott et il n'y a pas de conflit qui soit heureux. Je ne suis pas pour les épreuves de force qui mènent rarement à des gagnants. Nous avons des collèges et des universités sur notre territoire et nous espérons un règlement rapide afin que ces établissements puissent poursuivre la formation offerte. »

Bernard Sévigny, maire de Sherbrooke

se prononcent

« La Fédération des chambres de commerce du Québec appuie la hausse des frais de scolarité. C'est triste pour certains, mais je crois que c'est nécessaire. Ça fait trop longtemps que ces frais n'ont pas été augmentés alors que tout le reste a augmenté. C'est un peu comme un propriétaire qui n'aurait pas augmenté ses loyers pendant des décennies et qui soudain voudrait ramener le tarif à sa juste valeur. Cette hausse aurait dû être faite depuis longtemps, de façon progressive, afin que toutes les générations paient leur part. On a appris que la retraite passerait de 65 à 67 ans. Les personnes plus âgées feront leur part, les étudiants aussi doivent la faire. Au Québec, on a les frais de scolarité les moins élevés au Canada et on est les plus endettés. Tous les étudiants font la grève à un moment ou un autre. J'ai moi-même manifesté à la fin des années 1970 pour les mêmes raisons. Mais par rapport aux jeunes d'aujourd'hui, on se contentait de beaucoup moins. Aujourd'hui, tout est « achetez aujourd'hui, payez plus tard ». Je suis pour le concept de l'utilisateur-payeur et je ne voudrais pas qu'on devienne la Grèce de demain. Il y a de la place à faire des modifications du côté des prêts et bourses. Je crois que les négociations devraient reprendre, car la grève nuit à tous. Et il ne faut pas qu'on oublie qu'on a élu le gouvernement pour qu'il gouverne. Tout n'est pas parfait, mais le gouvernement a ouvert une porte. »

Dany Sévigny, président de la Chambre de commerce de Sherbrooke



« Ce n'est pas la première fois que le gouvernement essaie d'augmenter les frais de scolarité. Ce gouvernement doit améliorer la situation de la province. Pour y arriver, il doit faire des choix déchirants et pas nécessairement populaires. D'un autre côté, les manifestations étudiantes sont un bel exemple de solidarité et une caractéristique d'une société démocratique. Ici, on n'a pas de guerre, on a des débats. C'est sain, car on règle nos conflits de façon pacifique. Maintenant, on doit arriver à une solution et pour cela, les deux parties doivent mettre de l'eau dans leur vin. Ceci est mon opinion personnelle et elle ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'organisme que je représente. »

Mercedes Orellana, directrice du Service d'aide aux Néo-Canadiens de Sherbrooke



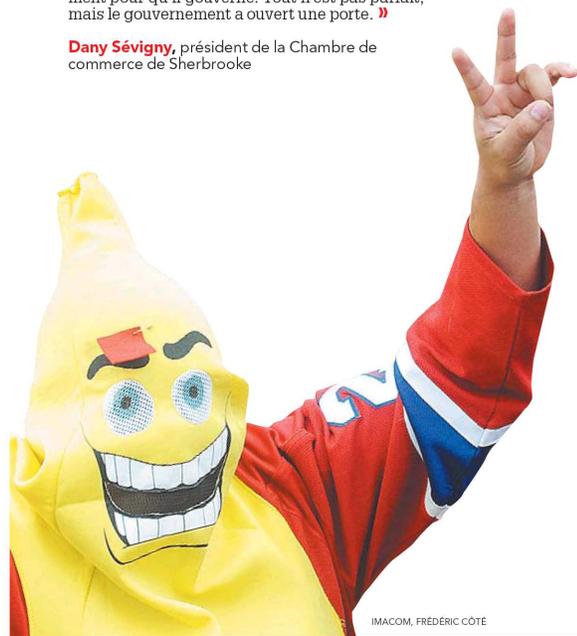
« Au Québec, l'accès aux études supérieures est relativement facile si on compare aux autres provinces et aux autres pays. J'ai eu la chance de voyager et je reviens de l'Inde où les études supérieures sont réservées aux riches. Il ne faut pas oublier qu'on est chanceux, car sinon, on pourrait avoir l'air d'enfants gâtés. Des études, ça se paie. Qui ne paie pas de hausses? Ce sont des services qu'on veut se donner et on est obligés pour cela de faire des sacrifices. Les étudiants remettent en doute la gestion et la répartition du financement dans les universités. Pour les aider à comprendre d'où proviennent les revenus et comment sont réparties les dépenses, peut-être devrait-on organiser des rencontres. Par exemple, je peux expliquer pourquoi le prix d'un billet de train ne pourrait jamais descendre en dessous d'un certain prix. En ayant toutes les données, ce serait plus facile de comprendre et d'arriver à une solution. Je n'aime pas le braquage de part et d'autre. Chacun devrait faire son bout de chemin parce que toute cette histoire est en train de nous coûter une fortune. »

Donald Thompson, abbé et fondateur de l'Orford Express



« J'appuie le mouvement de grève sur la forme et sur le fond. Je crois que l'accessibilité aux études est un des principaux indicateurs d'une société en santé et qu'il faut cesser de tout analyser par la seule lunette économique. L'argent ne manque pas, c'est une distribution intelligente de celui-ci qui manque cruellement. Pour ce qui est des moyens de pression utilisés, la mobilisation pacifique telle que nous l'avons vue est digne et inspirante. Beaucoup plus que le silence condescendant auquel elle fait face, vous en conviendrez. »

David Goudreault, slameur et auteur



IMACOM, FRÉDÉRIC CÔTE

L'AGEEFEUS tient tête à l'UdeS

MÉLANIE NOEL

melanie.noel@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Malgré la date butoir fixée par l'Université de Sherbrooke pour sauver la session d'hiver, les membres de l'Association générale des étudiants et étudiantes de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke (AGEEFEUS) ont voté, jeudi, à

60,8 % en faveur de la reconduction de la grève jusqu'au 13 avril.

Le vote s'est déroulé par scrutin secret, entre 10 h et 20 h. Le taux de participation a été de 44,5 %, en hausse de 2 points comparativement au dernier scrutin.

La direction de l'Université de Sherbrooke révélait, jeudi, qu'elle était prête à mettre en

place des mesures de rattrapage des cours perdus en raison du boycottage, mais à condition que le retour en classe se fasse dans les prochains jours, et au plus tard d'ici le mardi 10 avril. Les associations étudiantes reprochent à la direction de l'UdeS d'entreprendre une campagne de peur afin de contrer le mouvement étudiant.

La Tribune, 7 avril 2012

BONIFICATION DES PRÊTS

Les étudiants rejettent le plan de Québec

LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — Les associations étudiantes ont rejeté en bloc hier la décision de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, de bonifier le régime de prêts afin d'aider les étudiants issus de la classe moyenne à faire face à la hausse des droits de scolarité.

Les porte-parole de ces associations ont appelé les étudiants à poursuivre la grève.

En point de presse en fin d'après-midi, les leaders des trois grandes associations étudiantes à l'origine du mouvement contre la hausse des droits de scolarité - la FEUQ, la FECCQ et la CLASSE - ont qualifié d'insultante l'annonce faite la veille par le gouvernement Charest.

Mme Beauchamp avait également fait part de l'instauration d'un régime de remboursement proportionnel au revenu des futurs diplômés. Par contre, le gouvernement du Québec demeure inflexible sur l'enjeu fondamental de la grogne étudiante: pas question de renoncer aux hausses de 1625 \$ en cinq ans des droits de scolarité.

Les représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECCQ) ainsi que de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont déclaré qu'ils feront désormais front commun pour faire fléchir le gouvernement sur la question des droits de scolarité.

Ils ont affirmé se sentir plus près que jamais de la victoire, alors que des discussions ont été entamées avec le ministère de l'Éducation pour organiser une rencontre avec la ministre Beauchamp au début de la semaine prochaine.

L'attaché de presse de la ministre Beauchamp, Hélène

Sauvageau, a confirmé à la Presse Canadienne que des discussions avaient eu lieu avec les porte-parole des trois regroupements étudiants jeudi, mais qu'il

ne s'agissait pas de négociations. Elle a aussi précisé que toutes les parties avaient convenu de prendre la fin de semaine pour réfléchir, mais qu'aucune rencontre

avec la ministre de l'Éducation n'était encore prévue.

Plus tôt dans la journée, des étudiants ont continué de manifester contre la hausse des droits

de scolarité.

Des dizaines d'entre eux avaient organisé un «chemin de croix de l'éducation» dans les rues d'Outremont, à Montréal.

OUVERT
Lundi de Pâques

0\$ D'ACOMPTE À LA LOCATION

Transport et préparation inclus
(droits, TPS et TVQ en sus)

« TOYOTA MAGOG, FIER GAGNANT DU PRIX SOMMET TOYOTA CANADA 2011, POUR L'EXCELLENCE EN SERVICE À LA CLIENTÈLE! »





COROLLA 2012
Louez la COROLLA CE 2012 à partir de
179\$
PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS



UN RAV4 À CE PRIX, C'EST DU JAMAIS VU.

RAV4 2012
Louez le RAV4 2RM 2012 à partir de
288\$
PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS

Toyota MAGOG TOYOTA MAGOG, FAIRE TOUJOURS MIEUX!

2500, rue Sherbrooke, Magog
819 843-9883
www.toyotamagog.com

*Offres applicables aux modèles Corolla CE 2012 manuel (BU42EMAA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA), de base, neufs, en stock. Les mensualités tiennent compte de la remise de 2 459 \$ (Corolla CE 2012, manuel, BU42EMAA) et de 2 631 \$ (RAV4 2RM 2012 ZF4DVP AA). Franchise annuelle de 20 000 km. Frais de 0,075/0,10 \$ du kilomètre excédentaire. Le montant exigé avant le début de la période de location est de 179 \$/288 \$. Les prix suggérés du fabricant des modèles Corolla CE 2012 manuel (BU42EMAA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA) de base, neufs, sont de 16 915 \$/26 600 \$. Montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 465 \$/1 635 \$ et la taxe sur le dimensuel de 0 \$/100 \$. Conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. La remise aux diplômés (jusqu'à 500 \$) peut différer selon le modèle. Voir votre conseiller en produits chez Toyota Magog pour plus de détails. Les offres se ferment le 30 avril 2012. 2873633

C'est le retour des événements

En vedette le 12 avril

lafont.

PARIS

le chic « Made in Paris »

Venez découvrir cette marque française unique!

Les marques

en folie!



100\$

de rabais

à l'achat de montures et de lentilles traitées anti-reflets.



ESPACE VUE

2005, rue King Ouest
Sherbrooke (Qc) J1J 2E6
819 562-7095
espacevue.ca

Tirage de prix de présence et autres promotions sur place

Sherbrooke samedi 7 avril 2012 - La Tribune 15

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com USCS# 177200430 Int# 800 368 5284
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

1 sur 1

2012-04-10 09:41

Des mesures pour accroître l'accessibilité universitaire

Le remboursement de prêts proportionnel au revenu arrive enfin au Québec

LUC GODBOUT

Collaboration spéciale

ANALYSE

Pour dénouer l'impasse qui perdure avec les associations étudiantes, le gouvernement a annoncé des changements importants dans l'Aide financière aux études (AFE). Certes, il maintient le cap sur la hausse des droits de scolarité, mais les modifications proposées ont pour effet d'accroître l'accessibilité universitaire.

A chaque occasion qui s'offre à moi, je me fais un devoir de rappeler que les étudiants bénéficiant d'une bourse de l'AFE — 30% des inscriptions à temps plein (1^{er} et 2^e cycles universitaires) en 2007-2008 — ne sont nullement touchés par la hausse des droits de scolarité. Chaque dollar additionnel payé en droits de scolarité entraîne une majoration de la bourse du même montant. Donc, une hausse de 1625 \$ provoque automatiquement une hausse de 1625 \$ de leur bourse.

Parallèlement à l'augmentation des droits de scolarité, le gouvernement avait également en mars 2011 assoupli la contribution parentale servant à la détermination de la bourse. Dans le cas d'un étudiant dont le revenu parental est de 45 000 \$, la bourse passera de 193 \$ à 3060 \$ au terme de la hausse des droits de scolarité en 2006-2017.

Maintenant, le gouvernement va plus loin en abolissant toute

contribution parentale dans la détermination des prêts jusqu'à un revenu parental de 60 000 \$. Même avec un revenu familial de 100 000 \$, un prêt sera désormais possible et il couvrira la totalité des droits de scolarité et du matériel scolaire.

Cela dit, le principal changement concerne la mise en place d'un mécanisme de remboursement des prêts proportionnel au revenu (RPR) dans un horizon temporel bien défini.

Plusieurs arguments militent en faveur d'un RPR à l'intérieur de l'Aide financière aux études.

D'abord, un tel mécanisme existe ailleurs, notamment en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais on oublie trop souvent de mentionner que la Suède a été un des premiers pays à mettre en application un RPR à ses prêts étudiants.

Le principe du remboursement proportionnel au revenu marque une amélioration en regard du système actuel. Actuellement, le mode de remboursement est uniforme, il n'est pas adapté à tous et peut avoir pour conséquence d'alourdir le poids du remboursement pour certains diplômés moins nantis dans les premières années de vie active. Avec le RPR, on règle ce cas, car, au-delà d'un certain seuil, chacun consacrera la même proportion de son revenu futur au remboursement de son prêt. Le RPR garantit ainsi que si un étudiant fait un revenu modeste à sa sortie de l'université, la proportion de son revenu consacré au



IMACOM, JESSICA GARNEAU

remboursement de son prêt ne sera pas plus lourde que pour un autre qui commencera sa carrière avec un revenu élevé. Ce faisant, le gouvernement soulage du fardeau de remboursement trop lourd des personnes dont la carrière serait moins lucrative.

Aussi, le RPR apporte une meilleure prise en compte des conditions de vie. Actuellement,

l'Aide financière aux études tient compte des conditions de vie pendant que l'étudiant poursuit ses études, la mise en place d'un RPR permettra non seulement de tenir compte de ses conditions de vie lorsqu'il étudie, mais également pendant ses premières années de vie active en tenant compte de son revenu dans le remboursement de son prêt.

Combinées, la majoration des bourses annoncées corollairement à la hausse des droits de scolarité, l'abolition de la contribution parentale dans la détermination des prêts (jusqu'à 60 000 \$ de revenu familial) et le remboursement proportionnel au revenu auront pour effet de faciliter l'accès aux étudiants de la classe moyenne à des liquidités additionnelles pendant leurs années d'études universitaires. L'ensemble des changements apportés a pour effet de favoriser l'accessibilité des étudiants devant recourir à l'endettement pour aller à l'université.

Ainsi, la proposition gouvernementale désamorce le principal argument des associations étudiantes, car le RPR devient la pièce maîtresse pour accroître l'accessibilité universitaire. Il devient donc possible de maintenir les augmentations de droits de scolarité en vue d'accroître le financement universitaire tout en améliorant l'accessibilité aux études universitaires, il s'agit, ne l'oublions pas, du véritable enjeu que doivent défendre les associations étudiantes.

Dès lors, un consensus devrait jaillir autour de la mise en place d'un RPR. Je ne suis pas seul à penser cela, plusieurs s'y sont déjà également montrés favorables. Sur la scène politique, tant la Commission jeunesse du PLQ que la Coalition Avenir Québec en avaient fait la promotion. Déjà dans les années 2000, Claude Montmarquette suggérait de suivre cette voie. Plus récemment, Robert Lacroix, l'ex-recteur de l'Université de Montréal, et son collègue Louis Maheu faisaient de même.

Des l'annonce gouvernementale, des appuis se sont manifestés. La CREPUQ a salué les mesures gouvernementales. La présidente désignée de son conseil d'administration, la rectrice de l'Université de Sherbrooke Luce Samoisette, disait que ces mesures contribueront à assurer davantage l'accessibilité.

Enfin, si la population québécoise souhaitait que le gouvernement ouvre le dialogue avec les associations étudiantes, c'est chose faite. En contrepartie, la population s'attend aussi à ce que le mouvement étudiant mesure correctement les avancées obtenues.

Luc Godbout est professeur à l'Université de Sherbrooke et chercheur à la Chaire en fiscalité et en finances publiques.

luc.godbout@usherbrooke.ca
twitter: @Luc_Godbout

Illustration de l'aide financière accordée à un étudiant de 1^{er} cycle universitaire à temps plein demeurant chez ses parents selon le revenu parental (en 2016-2017)

	15 000 \$			45 000 \$			60 000 \$			100 000 \$		
	Bourse	Prêt	Total	Bourse	Prêt	Total	Bourse	Prêt	Total	Bourse	Prêt	Total
Avant changement aux droits de scolarité	3335\$	2440\$	5775\$	193\$	2440\$	2633\$	0\$	2900\$	2900\$	0\$	0\$	0\$
Après changement aux droits de scolarité	4960\$	2440\$	7400\$	3060\$	2440\$	5500\$	210\$	2440\$	2650\$	0\$	0\$	0\$
Changements annoncés jeudi dernier	4960\$	2440\$	7400\$	3060\$	4340\$	7400\$	210\$	7190\$	7400\$	0\$	4525\$	4525\$

TRIBUNE LIBRE

La juste part

Le jour où les recteurs d'université n'auront pas des primes faramineuses pour leur départ, le jour où les minières paieront des redevances sur les minerais sortis de notre sous-sol et qu'elles auront l'obligation de transformer la matière première au Québec, créant ainsi de l'emploi et de la richesse; le jour où nous abolirons la loi du claim pour que les minières paient un juste prix pour les terrains où elles veulent prospecter.

Le jour où les riches paieront eux aussi 40% de leurs revenus en impôts comme la classe moyenne;

le jour où les abris fiscaux seront sérieusement surveillés; le jour où nous imposerons les compagnies de façon juste; le jour où nous exigerons que les compagnies qui reçoivent des subventions payées par nos impôts aient l'obligation de demeurer au Québec plutôt que de menacer constamment de démenager dans un pays du tiers monde.

Le jour où nous vendrons notre hydroélectricité aux États-Uniens et aux grosses compagnies québécoises le même prix qu'aux familles de chez nous; le jour où

notre gouvernement arrêtera de vendre à des compagnies privées notre système de santé en finançant avec l'argent de nos impôts ces compagnies; le jour où notre gouvernement représentera l'intérêt des travailleurs et des travailleuses non issus de la classe riche du Québec et qu'il aidera les familles issues de la classe dite moyenne...

Ce jour-là, les étudiants pourront enfin faire leur juste part...

Steve Lemieux
Vice-président, CSN-Estrie

Il est temps de rentrer

Les dernières offres gouvernementales portant sur l'élargissement des critères d'accès au Régime de prêts et bourses ainsi que les modalités de remboursement des prêts aux études devraient permettre aux associations étudiantes de s'asseoir avec la ministre de l'Éducation, de voter le retour en classe et de remettre aux

prochaines élections la question de l'augmentation des frais de scolarité en faisant un enjeu électoral. La population jugera.

Il faut rentrer parce qu'il est temps de rentrer. La session presse.

André Roux
Sherbrooke

LE MONDE SPORTIF EN ESTRIE
chaque jour dans **La Tribune**

Pas d'échanges en vue

LA PRESSE CANADIENNE

MONTREAL — À la suite du point de presse des trois associations étudiantes nationales vendredi, à Montréal, la vice-première ministre et ministre de l'Éducation Line Beauchamp a souligné qu'aucune rencontre de discussion avec les étudiants n'était prévue pour demain.

La ministre a indiqué que des appels téléphoniques avaient été échangés avec son cabinet jeudi, mais que chacune des parties n'a fait que confirmer ses positions sur la hausse des frais de scolarité.

Mme Beauchamp affirme que les

associations étudiantes désirent rencontrer le gouvernement seulement pour déterminer à qui refile la facture. Dans ces conditions, elle ajoute qu'il n'est nullement question de discuter.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a confirmé vendredi que les associations étudiantes avaient discuté avec le cabinet de la ministre jeudi, que les «choses» progressaient, et qu'une réponse était attendue avant demain. Il a ajouté être confiant de pouvoir s'asseoir avec la ministre pour de «véritables» discussions dès le retour du congé pascal.

SEMAINE DÉCISIVE POUR LE MOUVEMENT DE CONTESTATION

Des étudiants contre la grève veulent intenter un recours collectif

PASCALLE BRETON

MONTRÉAL — Au moment où la grève atteint un point décisif dans plusieurs universités et cégeps, des étudiants qui y sont opposés veulent intenter un recours collectif parce qu'ils se considèrent lésés, tant sur le plan académique que financier.

L'idée circulait depuis un moment déjà dans les réseaux sociaux, mais voilà que le Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ), qui représente les étudiants opposés à la grève, affirme et planche sérieusement.

« On ne peut pas dévoiler trop de détails en ce moment, car nous en sommes encore à l'ébauche. (...) Mais il y a définitivement des gens lésés, et le recours collectif vise à réparer cette injustice », a déclaré le porte-parole du MESRQ, Simon Talbot, en entrevue à *La Presse*.

Certains étudiants en ont contre les organisations étudiantes qui les privent de leurs cours, explique M. Talbot. D'autres vont perdre des revenus importants cet été s'ils ne peuvent pas travailler parce que leur trimestre est prolongé.

La grève étudiante en est aujourd'hui à sa 57^e journée. C'est davantage que lors de la grève historique de 2005, qui avait duré sept semaines.

Plusieurs universités et cégeps



ARCHIVES LA VOIX DE L'EST, JANICK MAROIS

La grève étudiante en est aujourd'hui à sa 57^e journée. C'est davantage que lors de la grève de 2005, qui avait duré sept semaines.

ont indiqué récemment que le 10 avril, soit aujourd'hui, est la date butoir pour la reprise des cours. Sinon, le trimestre d'hiver ne pourra pas être sauvé sans conséquence.

Les étudiants sont de plus en plus divisés concernant la reprise des cours : les votes tenus au cours des derniers jours le montrent.

Les étudiants du cégep de Matane rentrent ainsi en classe ce matin. Les étudiants des cycles supérieurs de l'Université Laval ont aussi voté pour la fin de la grève.

Même résultat au cégep d'Alma, où les étudiants ont

finalement voté la fin de la grève. La semaine dernière, un juge avait ordonné la reprise des cours dans cet établissement après le dépôt d'une injonction.

En revanche, la grève a été reconduite au cégep de Drummondville, mais dans une proportion de 52 % seulement.

Des résultats qui n'inquiètent pas le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

« Qu'on soit 190 000 ou 175 000 grévistes, il reste qu'on est au-dessus de tous les records. Après sept ou huit semaines de

grève, on ne peut pas dire que c'est surprenant que certaines personnes décident de rentrer en classe. »

La pression se fait sentir sur les étudiants, reconnaît le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. « Il y a toujours des risques. Il peut y avoir des impacts académiques importants, puisque la reprise des cours ne pourra pas se faire totalement de manière régulière. »

Mais la pression la plus importante repose actuellement sur les épaules du gouvernement, ajoute-t-il. « On souhaite être capable de s'asseoir avec le gouvernement pour orchestrer une sortie de crise conjointe le plus rapidement possible. »

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, rappelle pour sa part que les établissements d'enseignement n'en sont pas à leur première grève qui repousse le trimestre au-delà de la fin avril.

« Ce n'est pas la première fois qu'une grève s'étire au-delà du 10 avril (...). La date butoir est une date mise de l'avant par le gouvernement pour essayer de faire peur aux étudiants et les ramener sur les bancs d'école. »

Plusieurs votes sur la poursuite de la grève doivent par ailleurs se tenir cette semaine et la semaine prochaine. (*La Presse*)

QUESTIONS ET RÉPONSES SUR LA GRÈVE

Qu'entend-on par «date butoir» ?

C'est une date fixée par certains cégeps et universités. Si les étudiants ne sont pas rentrés en classe à cette date, les établissements ne peuvent garantir que le trimestre d'hiver pourra être sauvé sans répercussions, notamment sur les vacances estivales.

Est-ce que toutes les universités sont touchées ?

Non. Tout dépend de la date à laquelle les étudiants ont décrété la grève. L'Université de Montréal et l'Université de Sherbrooke ont fixé le retour en classe pour le 10 avril. L'Université du Québec à Montréal a un scénario qui prévoit un retour le 16 avril pour une fin de trimestre le 3 juin. Par ailleurs, certaines facultés et certains départements n'ont pas été touchés par la grève.

Qu'en est-il des cégeps ?

La loi prévoit 82 jours de cours et d'évaluation au niveau collégial. Pour le moment, 18 cégeps sur les 23 toujours en grève ont voté un débrayage depuis plus d'un mois. Pour ceux-là, le compte à rebours est commencé, et le trimestre risque de se prolonger au-delà du 15 juin, date du début des vacances estivales. En raison de la grève, deux cégeps ont aussi annulé leur trimestre d'été.

Que risque-t-il d'arriver ?

L'administration doit s'entendre avec les professeurs sur un calendrier de rattrapage. Certains cours peuvent être condensés, d'autres seront donnés le soir et parfois même le week-end. Cela entraîne toutefois des dépenses supplémentaires.

À qui revient alors la facture ?

C'est aux administrations des universités et des cégeps de payer les coûts supplémentaires. (*La Presse*)

Aucune rencontre n'est prévue

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Il n'y a pas eu de miracle de Pâques : aucune rencontre n'est encore prévue pour dénouer la crise entre Québec et les étudiants en grève.

Les parties ne se sont pas parlées depuis quatre jours. Les derniers appels téléphoniques remontent à jeudi et n'ont pas permis de rapprochement.

Hier, la situation était plutôt confuse. Les associations étudiantes disaient attendre des nouvelles du cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, où l'on affirmait plutôt que la balle était dans le camp des étudiants.

Aucune discussion ne peut avoir lieu parce que les étudiants persistent à réclamer le gel des droits de scolarité ou

encore la gratuité scolaire, a expliqué l'attachée de presse de Mme Beauchamp, Hélène Sauvageau.

Selon le gouvernement Charest, sacrifier le trimestre n'est pas une option pour le moment. Il retient toujours le scénario de le prolonger et de faire reprendre les cours le soir et le week-end.

Lors du précédent conflit, en

2005, le gouvernement Charest avait vite brandi la menace d'annuler le trimestre, qu'il n'avait finalement pas mise à exécution. Il préfère cette fois évoquer les « grandes perturbations » et les « semaines d'enfer » qui attendent les étudiants qui devront reprendre les cours. « On ne parle pas d'annulation de trimestre », a confirmé Mme Sauvageau. (*La Presse*)

2 La Tribune - Sherbrooke mardi 10 avril 2012

La Tribune

ADRESSE
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8

RÉDACTION: 819 564-5454
redaction@latribune.qc.ca / téléc. 819 564-8098

PUBLICITÉ: 819 564-5450 / téléc. 819 564-5482

ANNONCES CLASSÉES:
819 564-2222
téléc. 819 564-5482

ABONNEMENTS: 819 564-5466
1 800 567-6955

www.latribune.qc.ca



SOMMAIRE

Annonces classées	20 à 23
Arts et spectacles	17 et 18
Décès	23 et 24
Économie	15 et 16
Horoscope	22
Loterie	18
Monde	14
Mots croisés	22
Opinions	10
Sports	26 à 31

MÉTÉO

Lookka, 6 ans
École Champlain



AUJOURD'HUI

AVERSES

MAX.: 5° MIN.: 1°

Lever du soleil: 6 h 10
Coucher du soleil: 19 h 28

MERCREDI
nuageux, max.: 8° min.: 1°

JEUDI
nuageux, max.: 8° min.: 0°

SI VOUS AVEZ UNE INFORMATION À COMMUNIQUER À NOTRE ÉQUIPE DE JOURNALISTES, ÉCRIVEZ À redaction@latribune.qc.ca OU APPELEZ AU 819 564-5454

Les nouvelles de l'heure...

latribune.qc.ca

LE CLIN D'OEIL DE STÉPHANE LAPORTE

Il paraîtrait que l'Office de la langue française hésite à poursuivre Olivia's Oasis.

DATE BUTOIR DU 10 AVRIL

L'UdeS nie vouloir faire peur

VÉRONIQUE LAROCQUE

veronique.larocque@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — « Campagne de peur », « menace pour mettre un terme au mouvement » : les représentants des différentes associations étudiantes actuellement en grève n'ont pas lésiné sur les mots pour qualifier la sortie de la direction de l'Université de Sherbrooke au sujet de la date limite permettant de sauvegarder la session.

À la veille de cette date butoir, la vice-rectrice à l'enseignement, Lucie Laflamme, a défendu, en entrevue hier, l'initiative de l'établissement.

« L'intervention qu'on a faite sert à renseigner les étudiants sur les conséquences de la grève. Ce n'est pas une campagne de peur, tient à rectifier Mme Laflamme. Tous ceux qui sont contre la grève aimeraient bien savoir ce qui se passe. Moi, je suis dans les faits. On ne veut pas menacer. »

Selon la vice-rectrice, après aujourd'hui, il n'y a aucune garantie que les mesures de rattrapage permettront de terminer la session le 27 avril comme prévu.

Elle avoue qu'à chaque semaine qui passe, le cassette que représentent les problèmes de logistique se complique. Différents scénarios sont évalués par la direction de l'Université et les doyens de chaque faculté. Puisque les étudiants en grève n'ont pas tous arrêté d'assister à leurs cours en même temps, les mesures seront appliquées au cas par cas. Tutorat et reprise de cours sont des actions envisagées. La session pourrait également être prolongée. Une décision à ce sujet devrait être prise cette semaine.

Une session annulée ?

La session pourrait-elle être annulée? « Au plan administratif, ça n'existe

pas chez nous », indique Mme Laflamme, en affirmant que les bulletins seront imprimés. Toutefois, ceux-ci pourraient avoir une mention indiquant que l'étudiant n'a pas pu finir un ou plusieurs cours.

« Notre souhait, c'est de pouvoir terminer la session. C'est de pouvoir diplômer », tempère cependant la vice-rectrice.

« L'intervention qu'on a faite sert à renseigner les étudiants sur les conséquences de la grève. Ce n'est pas une campagne de peur. »

De leur côté, les associations étudiantes tentent de rassurer leurs membres depuis l'annonce de l'Université de Sherbrooke jeudi.

Des courriels et des communiqués ont été transmis aux étudiants dans lesquels on affirme que les mesures nécessaires seront prises pour que les élèves aient accès à leur formation une fois la grève terminée.

Vendredi dernier, l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté d'éducation ont choisi de prolonger la grève jusqu'au 13 avril.

À ce sujet, Mme Laflamme indique que la doyenne de la faculté et la direction examinent la situation pour trouver des solutions.

Aujourd'hui, en ce retour de congé pascal, quelques associations étudiantes tiendront des votes sur la reconduction de la grève.

Parmi celles-ci, on compte l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines.



ARCHIVES LA TRIBUNE, JESSICA GARNEAU

Aujourd'hui, en ce retour de congé pascal, quelques associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke tiendront des votes sur la reconduction de la grève.

Des carrés rouges pour les travailleurs

VÉRONIQUE LAROCQUE

veronique.larocque@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les semaines passent, mais les étudiants en grève ne dérougissent pas.

Ce matin, quelques dizaines de grévistes prévoient être bien visibles sur l'une des artères de la ville. Ils devraient distribuer des carrés rouges, symbole de la lutte étudiante, aux automobilistes se rendant au travail. La page Facebook créée pour

l'événement invite les intéressés à se rendre devant la Faculté des lettres et sciences humaines à 7 h. On y indique que le groupe partira vers 7 h 30 en autobus de ville vers une destination secrète.

« La ministre Beauchamp ne nous a pas encore fait d'offre valable, indique Samuel Pépini, étudiant en politique et instigateur de l'action de demain matin. On est tanné. On veut entrer en négociation avec la

ministre et stopper la hausse. »

Toutefois, il tient à rassurer les travailleurs qui croiseront les étudiants sur leur chemin. « Le but ce n'est pas de bloquer les gens », explique-t-il, en précisant que l'objectif de l'événement est de montrer que le mouvement contre la hausse est toujours bien vivant.

Une manifestation « carnavalesque » est aussi prévue ce jeudi à partir de 10 h au centre-ville de Sherbrooke.

Le NV de Nissan: Votre meilleur employé!

à partir de seulement **32 707\$**

Nissan Sherbrooke.com 4280, boul. Bourque 819-823-8008

Pour communiquer directement avec notre spécialiste en camions commerciaux **GUILLAUME MARÉCHAL: 819-861-2041**

NISSAN Véhicules commerciaux

Sur modèles NV sélectionnés :

0% en financement à l'achat jusqu'à 72 mois PLUS 4 500\$ RABAIS « flotte » jusqu'à

NV 1500 à 32707\$, NV 2500 à 35207\$, NV 3500 à 42707\$. Les prix sont en dollars américains et peuvent varier en fonction de la configuration et des options. Les prix sont en dollars américains et peuvent varier en fonction de la configuration et des options. Les prix sont en dollars américains et peuvent varier en fonction de la configuration et des options.

Sherbrooke mardi 10 avril 2012 - La Tribune